

Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle important : elles plaident pour l'affectation de ressources et pour la poursuite de diverses politiques ; elles permettent aux populations touchées de se faire entendre ; elles assurent le suivi et la redevabilité ; elles effectuent des travaux de recherche ; et, elles fournissent une assistance technique ainsi que des services. De nombreuses OSC opèrent et travaillent avec les communautés dans des sites que les autorités publiques et d'autres organisations ne sont pas en mesure d'atteindre. Les OSC sont essentielles au modèle de partenariat du Mécanisme de Financement Mondial (GFF) puisqu'elles permettent de mener les actions de sensibilisation et de mobilisation requises pour assurer que les interventions nationales répondent aux besoins des populations touchées et que la prestation de services respecte les principes d'accès, d'équité et de qualité.



Photo : Représentants des OSC, Groupe des Investisseurs du GFF

MODES DE COLLABORATION ENTRE LE GFF ET LES OSC

Au sein de la structure de gouvernance du GFF, la société civile est représentée par deux membres dans le [Groupe des Investisseurs du GFF](#), actuellement [Africa Health Budget Network](#) et [Jhpiego](#). Cette participation à la structure de gouvernance du GFF inclut également deux autres membres de la société civile, représentant notamment les jeunes. Ces quatre représentants des OSC sont sélectionnés pour une période de deux ans à travers un processus mené par le groupe des ONG du PMNCH. Comprenant plus de 600 membres à travers le monde, le groupe des ONG du PMNCH reflète les points de vue d'une large gamme de partenaires. En outre, le PMNCH soutient le Groupe mondial de Coordination des OSC pour le GFF qui, composé d'environ 150 membres, s'attache à aligner les efforts des OSC avec ceux du GFF. Les représentants de la société civile se réunissent régulièrement, et cela, avant les réunions du Groupe des Investisseurs.

Les OSC travaillent également avec le GFF au niveau national : elles contribuent au développement des dossiers d'investissement nationaux ainsi qu'à la prestation de services ; et, elles s'attachent à tenir les autorités publiques redevables en matière d'exécution de plans et de budgets nationaux.

La collaboration de la société civile avec le GFF est guidée par une Stratégie de collaboration avec la société civile ainsi que par un Plan de mise en œuvre chiffré. Le modèle du GFF exige aussi la présence systématique des OSC au sein des plateformes nationales. En novembre 2017, le Groupe des Investisseurs du GFF a convenu d'affecter 300 000 dollars pour appuyer les activités menées par la société civile au niveau national. Il a également fourni une contribution initiale de 500 000 dollars au PMNCH pour l'année 2018, et cela, afin d'assurer un financement d'amorçage pour le plan chiffré des OSC, qui se focalise particulièrement sur la collaboration et le renforcement des capacités aux niveaux national et infranational.

COMMENT LES OSC PEUVENT RENFORCER LE TRAVAIL DU GFF

La société civile joue un rôle important en informant les principales parties prenantes des activités du GFF et des avantages que ces dernières présentent pour les populations concernées. En outre, les rapports d'avancement de la société civile, son suivi budgétaire et ses fiches d'évaluation de la redevabilité aident à assurer le suivi des succès ainsi que des problèmes rencontrés dans le cadre d'interventions de santé reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent et de nutrition. Ces fonctions sont décisives pour le GFF : elles lui permettent d'apprendre et de réaligner son action ; elles participent à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) ; elles assurent un suivi des progrès réalisés en vue d'atteindre une couverture de santé universelle, et cela, de manière équitable et durable dès 2030.

La société civile joue également un rôle important en fournissant des informations sur le GFF aux investisseurs importants, et cela, également à l'occasion de forums internationaux. En outre, les OSC peuvent mobiliser l'appui d'importantes parties prenantes en faveur du GFF, notamment les responsables de l'action publique et les décideurs, et cela, aux niveaux mondiaux, nationaux et locaux.

Exemples de collaboration avec la société civile pour la santé de la reproduction, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ainsi que de la nutrition

- **Sensibilisation : mobiliser des ressources et stimuler le changement politique**

En décembre 2017, au Nigéria, le Groupe de travail des OSC pour le GFF a lancé la première fiche d'évaluation biannuelle du GFF. Cette fiche aide toutes les parties prenantes pertinentes à suivre les résultats du processus du GFF et des dossiers d'investissement. Elle fournit également des informations, propose des mesures correctives et évalue la transparence. En Zambie, la Planned Parenthood Association et le Centre pour la santé et l'éducation reproductives ont collaboré avec les autorités publiques pour rétablir la rubrique budgétaire relative aux fournitures de santé reproductive et recouvrer une forte proportion des recettes générées à l'échelon local.

- **Suivi et redevabilité : tenir les dirigeants responsables pour assurer des résultats**

White Ribbon Alliance Uganda a collaboré au niveau local avec des sages-femmes, des agents sanitaires de district et des membres des communautés pour évaluer les installations sanitaires, et cela, afin de recenser les lacunes existantes en matière de services, de fournitures et de personnel de santé. Elle a ensuite travaillé avec des représentants de l'État pour remédier à ces carences et régler les problèmes découverts dans le cadre des évaluations, notamment en assurant des formations et en affectant un plus grand nombre d'agents sanitaires, en améliorant la disponibilité des produits vitaux, et en remédiant aux défaillances des équipements des établissements de santé.

- **Permettre aux populations touchées de se faire entendre en veillant à ce que les politiques et les programmes prennent en compte les besoins et les priorités des communautés locales**

En Ouganda, le réseau des OSC de MACIS soutient une chaîne d'information sur les vaccinations s'étendant du niveau local au niveau national. Cette chaîne d'information est réalisée grâce à des bénévoles issus des communautés qui collectent les données et établissent des rapports sur les problèmes rencontrés dans le cadre de la vaccination, de la pénurie des agents de santé et de l'approvisionnement. Les résultats sont ensuite communiqués aux responsables sanitaires des districts et au niveau national pour qu'ils soient pris en compte pour planifier et formuler des politiques publiques.

- **Mise en œuvre : améliorer les résultats sanitaires pour introduire et étendre des solutions innovantes et atteindre les plus vulnérables**

Dans l'État de Bihar (Inde), le programme du groupe d'entraide pour les femmes de Parivartan du Project Concern International a permis d'accroître l'adoption d'importants comportements d'hygiène et de santé maternelle et infantile au sein de communautés marginalisées, et cela, grâce à une méthode novatrice combinant l'éducation sanitaire, l'autonomisation des femmes et le soutien à la microfinance.

- **Recherche et analyse des données pour promouvoir des services et des programmes efficaces**

En Tanzanie, le Population Council a collaboré avec les commissions chargées de la lutte contre le sida en Tanzanie et à Zanzibar ainsi qu'avec l'UNICEF pour analyser les données provenant de trois grandes enquêtes nationales et, développer un rapport détaillé sur la situation des adolescents en Tanzanie incluant des recommandations pour informer l'élaboration de politiques, de programmes et d'activités de suivi et d'évaluation à travers divers secteurs.

- **Assistance technique : fourniture d'un appui aux décideurs pour favoriser la mise en œuvre de politiques et de programmes en fonction des meilleurs éléments probants disponibles**

Au Ghana, PATH a collaboré avec Ghana Health Service pour capitaliser sur les données probantes issues de recherches menées aux niveaux local et mondial, fournir une assistance technique aux principaux décideurs et, former un groupe de travail technique réunissant de multiples parties prenantes, et cela, afin de concevoir une stratégie nationale de prévention des hémorragies post-partum¹.

¹ Davantage d'exemples sont fournis dans la stratégie de collaboration avec les OSC : https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-IG5-5%20CS%20Engagement%20Strategy.pdf

LES OSC JOUENT
ÉGALEMENT UN RÔLE
IMPORTANT EN SURVEILLANT
À LA FOIS LES SUCCÈS ET LES DÉFIS.

